

Questions orales

● (1430)

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, j'espère que les propos du député sont exacts. Notre programme vise en somme à protéger notre position concurrentielle.

* * *

RADIO-CANADA

LE COÛT DU LANCEMENT DU NOUVEAU SYMBOLE D'IDENTIFICATION—LES MESURES RELATIVES À LA COMPRESSION DES DÉPENSES

M. Marke Raines (Burnaby-Seymour): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au secrétaire d'État. Est-il au courant du fait que le lancement du nouveau symbole d'identification de Radio-Canada l'an dernier a coûté plus de \$390,000, que le cocktail organisé pour souligner cette occasion a coûté au delà de \$3,400 et que Radio-Canada a tenté de cacher cette dépense jusqu'à maintenant? Dans l'affirmative, le ministre peut-il nous dire si des dépenses de la sorte seront divulguées dans l'avenir...

Des voix: Bravo!

M. Raines: ... et supprimées du budget de la Société Radio-Canada et, dans le cas contraire, si cet argent sera consacré à la programmation plutôt qu'à des extravagances, et si cette question relève de lui?

L'hon. James Hugh Faulkner (secrétaire d'État): Monsieur l'Orateur je crois que l'aspect pertinent de la question se trouve à la fin et concerne mon droit de regard direct en la matière. Or, pour de bonnes raisons, il est très limité mais je soumettrai le reste de la question à la société.

M. Baldwin: Dites-leur de s'en tenir désormais aux lignes directrices.

* * *

[Français]

LES PORTS

L'AMÉNAGEMENT D'UN PORT À GROS-CACOUNA—ON DEMANDE OÙ EN SONT LES NÉGOCIATIONS AVEC LE QUÉBEC

M. Eudore Allard (Rimouski): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre des Transports.

Compte tenu des débats et des conciliations qui durent déjà depuis de nombreuses années, au sujet de l'établissement d'un port de mer en eau profonde à Gros-Cacouna, et aussi des pourparlers que votre ministère a depuis quelque temps avec le ministère du Commerce du Québec, est-ce que l'honorable ministre pourrait dire à la Chambre à quel stade en sont rendues les négociations sur ce point? Pourrait-il également dire s'il croit que les résultats seront satisfaisants?

[Traduction]

L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, on s'agit sur deux fronts à propos de cet

[M. Hogan.]

important port en puissance. Tout d'abord, les discussions avec la province de Québec ont permis de conclure qu'il serait utile d'analyser la question un peu plus à fond, ce à quoi on va procéder rapidement. En outre, j'ai pris un intérêt spécial dans les possibilités de cette région et je m'efforcerais d'assurer que mon ministère soit en mesure de présenter des recommandations sous peu.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'OPPOSITION DE LA FRANCE À L'INVITATION DU CANADA À UNE CONFÉRENCE INTERNATIONALE—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince-Albert): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures et concerne le refus d'inviter le Canada à la conférence économique qui doit commencer le 15 novembre, malgré son désir et sa bonne volonté manifestes d'y participer. La presse a rapporté qu'une personne importante du bureau du premier ministre avait déclaré, il y a deux jours, que rien n'indiquait qu'une invitation serait lancée et que le gouvernement français ne s'opposait pas à la participation du Canada mais qu'il estimait que, pour que la conférence soit un succès, elle doit être intime.

Des voix: Oh, oh!

M. Diefenbaker: Je sais que le ministre a fait son possible pour obtenir une invitation et qu'il a communiqué avec les gouvernements des États-Unis d'Amérique, de l'Allemagne de l'ouest et du Royaume-Uni. Pourrait-il nous dire quelle est sa position actuelle et quelle est la raison de cette décision extraordinaire? Il semble que la France ait oublié tous les services que lui a rendus le Canada à l'occasion de deux guerres mondiales.

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, le Canada n'a pas encore été invité à participer au sommet économique mais, comme le député l'a mentionné, les États-Unis et la République fédérale allemande ont insisté très fortement pour qu'il y participe. En outre, le Japon et le Royaume-Uni voient d'un bon œil la possibilité que nous y participions. Le pays hôte n'a pas encore consenti à ce que le Canada y soit. Nous croyons que notre position économique dans le monde justifie notre participation et nous croyons que notre présence pourrait permettre de contrebalancer la participation d'un fort grand nombre de pays européens. Nous insistons encore pour que notre demande soit acceptée et nous n'avons pas encore perdu l'espoir d'être invités à participer à ce sommet.

M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, est-il vrai que, comme l'affirmait la presse, il y a quelques jours, les raisons avancées officiellement par la France pour ne pas inviter le Canada sont le déclin de l'importance économique du Canada dans le monde, et la tendance de notre diplomatie à adopter une approche étroitement égoïste envers les problèmes mondiaux?

Des voix: Oh, oh!

M. MacEachen: Je suis absolument certain, monsieur l'Orateur, que ce ne sont point là les raisons.